



NPA NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE



Monique NICOLAS

Assistante sociale

Suppléant

Jean-Marc LOUVET

Technicien de la Recherche

CANDIDATE POUR UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Par votre vote, vous pouvez faire barrage à la politique gouvernementale de régression sociale représentée dans notre circonscription par une députée UMP qui, par calcul politicien, n'achève même pas son mandat.

La mondialisation capitaliste mène à la crise et à la catastrophe sociale et écologique

Au Nord : chômage et vie chère. Au Sud : famines et guerres !

Après avoir vanté la modernité du capitalisme et du seul marché, les néolibéraux font appel aux états pour sauver leur système en faillite au profit des intérêts des possédants. Est-il juste de continuer à bloquer les salaires pour pouvoir payer les dividendes ? Les « plans de sauvetage » ne visent pas à sauver notre « épargne », mais à faire payer l'effondrement du système bancaire à l'ensemble de la société. La mondialisation capitaliste dans une logique de profit s'oppose à la satisfaction des droits fondamentaux, à la maîtrise du changement climatique et maintient dans la misère, l'oppression et l'exploitation la majorité des habitants de cette planète (émeutes de la faim, guerres...).

La politique capitaliste du gouvernement Sarkozy mène à une régression sociale planifiée.

« Le Président du pouvoir d'achat » des milliardaires ! a commencé son mandat en faisant cadeau aux riches de 15 Milliards (bouclier fiscal) tout en déclarant qu'il est hors de question d'augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux. Malgré les résistances, les luttes et une impopularité grandissante, le gouvernement Sarkozy et Fillon au service de leurs amis les patrons et les actionnaires, amplifient les attaques contre l'ensemble de nos droits et acquis sociaux et démocratiques : (accélération des contre-réformes, hausse massive du chômage prévue, 30.000 fonctionnaires de moins pour l'an prochain, coupe sombre dans les budgets publics, privatisations...).

- Précarisation accrue du travail et remise en cause du droit de grève.
- Suppressions massives d'emplois dans la fonction publique.
- Destruction de la protection sociale (sécurité sociale, retraite, droits des chômeurs)
- Privatisation des services publics (poste, santé, transports...)
- Démantèlement de la Recherche et de l'enseignement supérieur.
- Aggravation de la politique sécuritaire (mesures anti-immigrés, fichier Edwige...)
- Remise en cause de la laïcité de l'Etat, confusion des pouvoirs...

Ce gouvernement c'est plus d'Etat au service des riches et du capitalisme, moins d'Etat pour la population, la protection sociale et les services publics. Il est intolérable que nous subissions une nouvelle dégradation de nos conditions de vie.

Il y a urgence à mettre en place une autre politique !

**Soutenue
par Olivier Besancenot**

« Nous traversons une crise mondiale d'une ampleur sans précédent qui aura des répercussions sur la vie de chacune et chacun d'entre nous. Cette crise est la conséquence de la main mise sur la production et l'échange des biens nécessaires à la vie de l'humanité par une minorité de financiers qui spéculent dans le seul but d'assouvir leur soif de profits, leur avidité de puissance. Je ne crois pas qu'il soit possible de « moraliser », de « réguler » ou de « refonder » ce système en faillite. La politique de Sarkozy et du gouvernement met l'Etat au service des responsables mêmes de cette banqueroute pour les subventionner et tenter de leur sauver la mise. Pour la collectivité, une telle politique est une impasse car c'est aux travailleurs à la population que l'on fait payer les pots cassés par les licenciements, la précarité, le recul des salaires, la liquidation des services publics... C'est l'inverse qu'il faut faire : faire payer les responsables, prendre sur leur capital pour financer la marche de l'économie dans le but de satisfaire les besoins de toutes et tous.

Je vous appelle à vous servir de votre bulletin de vote pour dire votre rejet d'une politique cynique au service des riches et des privilégiés en votant pour Monique Nicolas et Jean Marc Louvet. Un vote d'espoir et de solidarité. »



Acquise au libéralisme, la gauche institutionnelle s'est enfermée dans une logique d'accompagnement des exigences du capitalisme, ce qu'elle a démontré à de multiples reprises par ses votes à l'Assemblée Nationale : abstention lors du vote du « plan de sauvetage » des banques(quières), vote pour un Grenelle de l'environnement vidé de son contenu...

Cette « gauche muette » en panne de projet de société ne représente plus une alternative politique crédible.

Nos vies valent plus que leurs profits

Faisons payer la crise aux responsables, préparons la riposte tous ensemble !

« Les caisses sont vides » pour les besoins sociaux, (retraites, Sécurité Sociale, RSA, indemnisation des chômeurs...) mais le gouvernement trouve 3 milliards en un jour pour renflouer la banque Dexia en faillite. D'autant plus que **pendant la crise les riches continuent à s'enrichir**, les requins s'emparent des banques en déroute. La BNP vient de racheter la banque Fortis qui a été renflouée. Peugeot qui annonce des licenciements accroît les dividendes de ses actionnaires de 11% et verse 5 700 euros par jour à son PDG. Renault qui prévoit 6 000 suppressions d'emplois fait grimper ses bénéfices de 20% et son PDG s'octroie une plus value personnelle de 3,4 millions. Les milliards injectés par les États n'empêcheront pas la récession annoncée et vont servir à **alimenter** un peu plus la **spéculation** et donc la crise elle-même.

Les luttes des travailleurs, largement touchés par la perte de pouvoir d'achat, par les licenciements (vaste plan d'attaque de l'automobile, Ford à Blanquefort, Renault, Peugeot)..., la colère face aux injustices croissantes doivent converger vers une riposte générale « tous ensemble » afin de ne pas payer leur crise à leur place.

Un programme d'unité et d'urgence

Contre le hold-up des banques, des États et de leurs hommes politiques pour nationaliser les pertes et privatiser les profits,

il faut l'union du monde du travail et de ses organisations autour d'un plan d'urgence :

- **Interdisons tous les licenciements en prenant sur les profits accumulés pendant des années.**
- **Imposons une hausse immédiate des salaires, des pensions et des minima sociaux** de 300 euros nets, aucun revenu en dessous de 1500 euros et indexation automatique des salaires sur la hausse des prix. Il s'agit de la survie des classes populaires.
- Exigeons la **levée du secret bancaire** pour faire toute la lumière sur les circuits spéculatifs, savoir qui en profite et empêcher une poignée de personnes de décider du sort de millions d'autres.
- **Nationalisons les banques** sans indemnités ni rachat pour créer un service public bancaire au service des besoins sociaux et des collectivités sous le contrôle des salariés et de la population.

Battons nous pour un plan de sortie du capitalisme, pas pour un plan de sauvetage des banques(quières)

Depuis 30 ans, les profits se sont accumulés au détriment des salaires et de la protection sociale. Il s'agit maintenant ni de « moraliser », ni de « réguler » le capitalisme, mais de se mobiliser pour un autre partage des richesses produites par le travail, de prendre sur les profits accumulés pour la protection sociale et la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Travailler moins pour travailler tous pour vivre mieux ! La crise sert de révélateur au même titre que la crise écologique a pu le faire depuis quelque temps. Des millions de personnes ouvrent les yeux et comprennent la nécessité de sortir du capitalisme, de rompre de façon radicale avec le mode de développement économique et social actuel pour changer de société.

L'autre Monde à inventer est une société où les citoyens décideront démocratiquement pour eux-mêmes, contrôleront et répartiront les richesses qu'ils produisent.

Le maintien, l'amélioration et l'extension des services publics sont des priorités du N P A

Contre la privation et l'ouverture à la concurrence, nos besoins premiers ne doivent pas être laissés aux requins du privé, **pour un véritable service public de l'eau, de l'énergie, du logement, du transport, de la santé, de l'éducation...**

Cela doit se traduire sur notre circonscription

- Par la construction massive de **logements sociaux**,
- La défense de l'**hôpital Jean Hameau** contre la mise en place d'un « pôle public privé »,
- La création de **transports** « propres » accessibles à tous, non seulement autour du Bassin mais sur tout le Sud Gironde,
- La création d'un véritable service public pour **la petite enfance, les personnes âgées...**
- La **protection de l'environnement dans notre circonscription est au centre du projet politique du NPA** (contre la spéculation immobilière, pour la protection du plan d'eau et des « zones vertes », contre l'agriculture productiviste, la culture des OGM, le mégajoule)
Un véritable **projet écologique** est incompatible avec la logique du profit capitaliste (ex : Grenelle de l'environnement *dé-naturé*).

Ensemble, imposons le partage des richesses ! un autre monde est possible !

Le 23 novembre votons pour le Nouveau Parti Anticapitaliste

Vu, la candidate